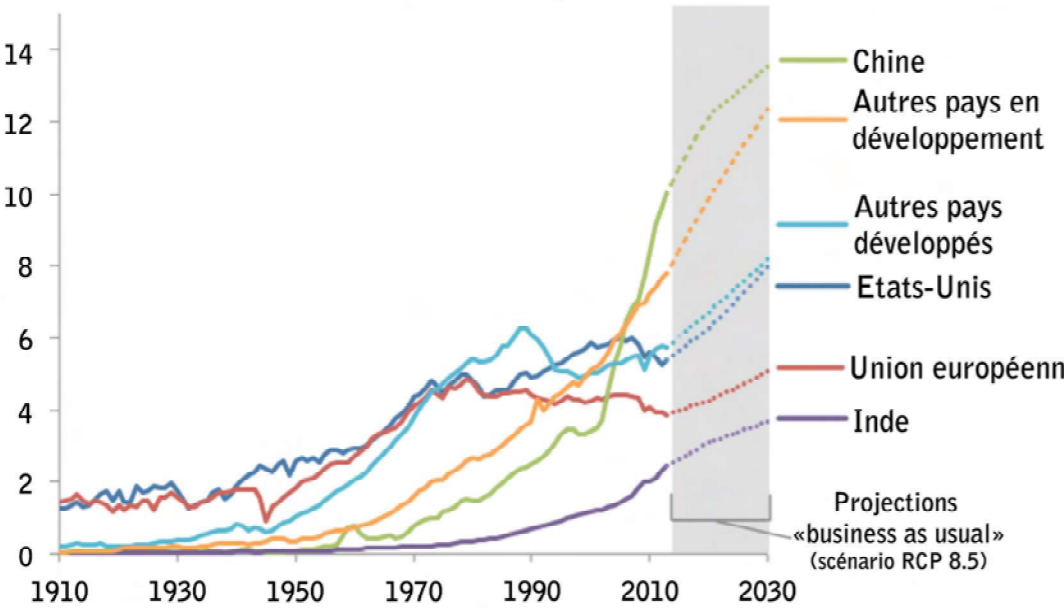


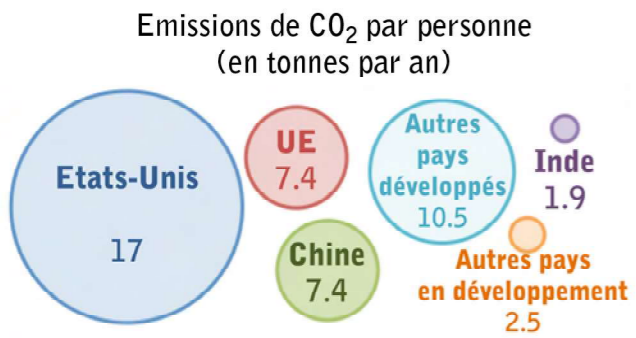
Emissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et ciment (en milliards de tonnes par an)



Environ 3/4 du CO₂ émis par la combustion d'énergies fossiles, depuis le début de la révolution industrielle, provient des pays développés et plus de la moitié est postérieur à 1970.

La Suède, pour réduire sa dépendance au pétrole, a su maintenir une réduction de ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

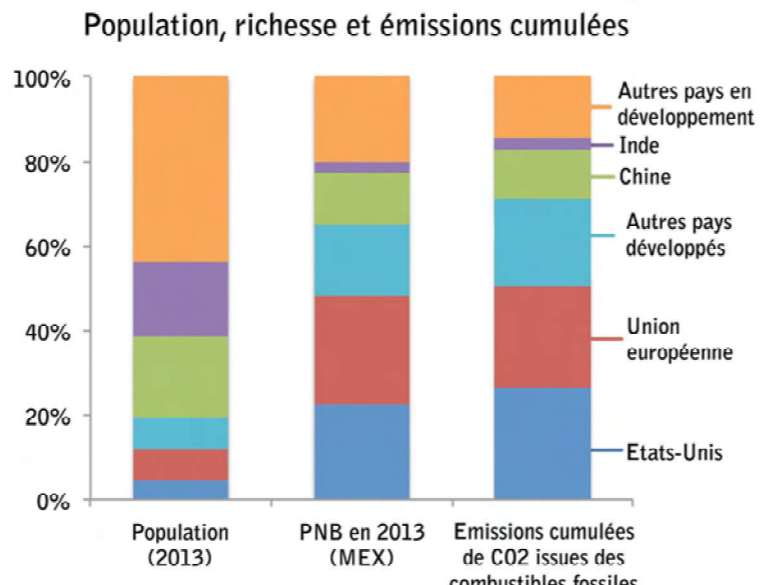
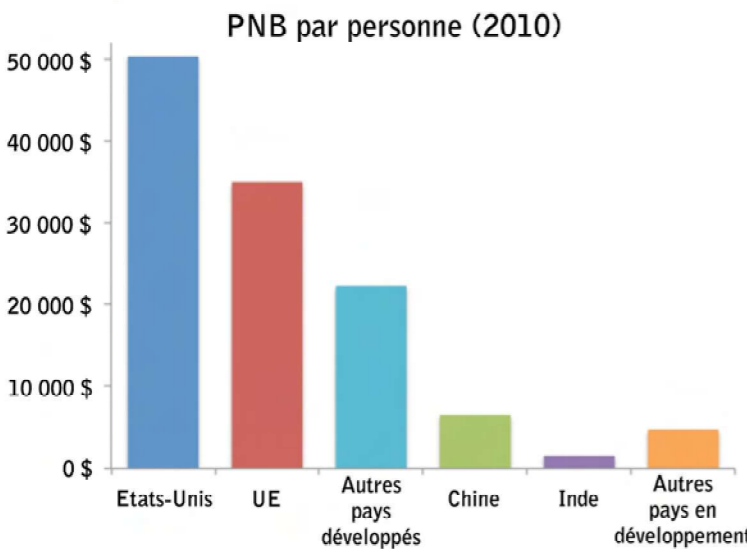
Emissions de dioxyde de carbone (CO₂), principalement issues des combustibles fossiles, pour chaque région de 1910 à 2013 (lignes continues), ainsi que leurs projections jusqu'en 2030.



Les émissions en CO₂ par personne aux Etats-Unis, dans l'UE et dans les autres pays développés sont bien plus importantes que les émissions dans les pays en développement (en Inde et dans les autres pays en développement). Avec moins de 5% de la population mondiale, les Etats-Unis génèrent, à eux seuls, 15% des émissions mondiales.

Le PNB par personne aux Etats-Unis est respectivement plus de 7,5 fois et 35 fois supérieur à celui de la Chine et de l'Inde.

La Chine, l'Inde et les autres pays en développement abritent 81% de la population mondiale, mais ne représentent seulement que 35% des richesses et 29% des émissions cumulées.



Richesses des différentes régions mesurées à travers leur PNB par personne en 2013 (en \$ 2010 MEX/an)

Répartition de la population mondiale, du PNB (2013) et des émissions cumulées de 1850 à 2013 pour toutes les régions.



CONFÉRENCE DES PARTIES



MANDAT DE L'UNION EUROPÉENNE POUR SON ÉQUIPE DE NÉGOCIATEURS

Négociations du .../.../.....
Musée des Confluences Lyon, France

Objectifs: Notre pays cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

Aujourd'hui en 2016, nous devons donc décider :

1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. Nous pouvons donc décider, ou pas, de réduire nos émissions en gaz à effet de serre : Quel sera notre pourcentage de réduction :% ? A partir de quelle échéance : ?
2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.
3. De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Financement pour le climat qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Briefing des objectifs des négociations

Vous dirigez la délégation européenne aux prochaines négociations sur le changement climatique.

Contexte : Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. **Les recherches, dans l'UE, ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà nos Etats membres et que sans une réduction drastique de nos émissions, les impacts pourraient devenir encore plus graves.**

Opinion publique européenne : La grande majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que les activités humaines y contribuent fortement. La plupart soutiennent la recherche d'accords internationaux pour agir sur le climat. **Cependant, beaucoup s'opposent à l'augmentation des taxes sur l'énergie et à des initiatives qui élèveraient le coût de la vie. Le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la situation économique, le chômage et le terrorisme. Plus important encore, le public s'oppose fortement à un quelconque accord qui ne comporterait pas d'importants engagements de réduction des émissions de la part des Etats-Unis et des pays en développement, en particulier de la Chine.**

Actions de l'UE : L'Union européenne a été tête de file dans la lutte contre le changement climatique. Lors des négociations sur le climat à Paris, **l'UE s'est engagée à réduire de 40 % ses émissions de GES d'ici à 2030 par rapport à 1990. C'est un des engagements les plus ambitieux parmi les principaux pays émetteurs, mais il nécessite de nouveaux ajustements qui doivent être mis en place alors que nous faisons face à d'importants défis économiques et sécuritaires.** Malgré ces contraintes, l'UE a lancé des politiques économiques pour mettre un prix sur les GES et est leader dans le déploiement **des énergies renouvelables, telles que l'éolien et le solaire.** Nous continuerons à mener ces initiatives mais ne voulons, ni ne pouvons avancer seuls.

Opportunités : Au-delà de la stabilisation du climat, **réduire les émissions a de nombreux avantages. Par exemple, le développement des énergies renouvelables crée des emplois, réduit notre dépendance au pétrole et gaz étrangers et améliore la qualité de l'air.**

Forêts et utilisation des terres : Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions de l'UE.

Contexte international :

- Les émissions de la Chine, de l'Inde et des autres pays en développement connaissent une forte croissance. A elle seule, la Chine est responsable de 30% des émissions mondiales de CO2. Le total des émissions en GES, des pays en développement, va bientôt dépasser les émissions de tous les pays développés.
- Les Etats-Unis, dont les émissions par personne sont plus du double que celles de l'UE, se sont engagés à réduire leurs émissions de seulement 26-28% d'ici 2025 par rapport à 2005. De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles. En dépit de ces défis, de nombreuses études, dont le rapport bipartite « Risky Business » (h t

tp://riskybusiness.org), signé par des secrétaires au Trésor américain des deux bords, montrent que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des Etats-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.

- Les pays les moins développés continuent à souligner que les réductions de leurs émissions demandent d'importantes aides financières de la part des pays développés. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

Au verso de cette page, vous trouverez les données qui vous seront utiles dans vos négociations. Bonne chance !